

Note Chapeau

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Plan Etat-Région Hauts-de-France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage est comprise entre Deûlémont (à la confluence entre la Deûle et la Lys) et Halluin (France) / Menin (Belgique, au niveau du pont de Menin), soit un linéaire d'environ 16,5 km. Cette section de la Lys est dite mitoyenne de par sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Cette situation particulière de la Lys mitoyenne impliquant trois gestionnaires a abouti à un découpage en trois maîtrises d'ouvrage pour la réalisation des travaux de recalibrage :

- section 1 : de Deûlémont à l'écluse de Comines sous maîtrise d'ouvrage de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (VNF),
- section 2 : de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie/Flandre sous maîtrise d'ouvrage du SERVICE PUBLIC DE WALLONIE (SPW),
- section 3 : de la frontière Wallonie/Flandre au pont de Menin sous maîtrise d'ouvrage de WATERWEGEN EN ZEEKANAAL (W&Z).

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin consiste essentiellement à une augmentation du gabarit de la voie d'eau par un élargissement et un approfondissement, soit des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage. Ces travaux portent sur tout le linéaire du projet, à la fois en France et en Belgique.

La réalisation de franchissements piscicoles aux écluses de Comines et de Menin est également prévue en tant que mesures d'accompagnement de l'opération. Les études relatives à la passe poisson de Menin n'ayant pas encore été réalisées, la réalisation de cet ouvrage n'est pas incluse dans le présent dossier.

La gestion des matériaux excavés est un point important du projet. Il est acté par l'État français, la Région wallonne et la Région flamande que chaque maître d'ouvrage traite les matériaux excavés en France ou en Belgique, résultant de l'exécution des travaux dont il a la charge sur sa section, sur son territoire suivant sa réglementation nationale

Ainsi :

- Sur la section 1 : VNF prévoit d'utiliser les matériaux inertes pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berge, mesures compensatoires... Les matériaux non inertes sont traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.
- Sur la section 2, les matériaux inertes seront utilisés pour aménager le parc des près de la Lys. Les matériaux non inertes sont traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.
- Sur la section 3, les matériaux inertes seront utilisés en remblaiement de la carrière de Lochristi. Les matériaux non inertes sont traités sur des sites spécialisés puis évacués via les filières existantes.

Le projet **du recalibrage de la Lys mitoyenne, soumis à la présente enquête publique** correspond aux travaux de l'opération réalisés sur le **territoire français**, c'est-à-dire :

- Reconstitution et terrassement des berges françaises, et restauration du chemin de halage. Au niveau de Comines et de Wervicq-sud, la création de la continuité piétonne (chemin de halage) est prévue.
- Dragage et approfondissement en France.
- Gestion des matériaux excédentaires de la section 1 uniquement :
 - les matériaux inertes sont principalement utilisés pour les remblais nécessaires au projet : traitement de berge, remodelage de 2 bras morts (Vert-Digue et Comines) pour la réalisation de mesures compensatoires;
 - Les matériaux non inertes seront gérés par l'entreprise de travaux en charge du dragage.
- Les mesures compensatoires liées aux travaux réalisés en France. Ces mesures sont réalisées en France :
 - remodelage de 2 bras morts (Vert-Digue et Comines) avec la création de hauts fonds pour recréer des habitats impactés par le dragage et la reconstitution de berge.
 - la création d'une zone humide sur le site n°18 de Deûlémont (mesures compensatoires à la destruction de zones humides)
- La partie sur le territoire français de l'aménagement du franchissement piscicole au niveau de l'écluse de Comines

À souligner que le projet Seine-Nord est considéré comme un projet connexe. Dans l'analyse des impacts

cumulés, seuls les trafics générés par ce projet sont donc pris en compte comme impact pour le recalibrage de la Lys.

La construction d'un quai sur Warneton en Belgique est en projet. Ce projet n'est pas inclus dans les projets connexes du recalibrage de la Lys.

Objet de l'Enquête Publique Unique

La réalisation de l'ensemble de ce Projet est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques :

1. Enquête publique au titre du Code de l'Environnement (CE) :
 - dans le cadre des opérations susceptibles d'affecter l'environnement (R 123-1 du CE). Le Projet de recalibrage de la lys mitoyenne rentre dans les rubriques 9° a) de l'annexe de l'article R122-2 du CE relatif aux études d'impact ;
 - dans le cadre de l'article R 214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du CE relatif à la loi sur l'eau ;
 - pour la législation concernant la protection des réserves naturelles nationales et des sites classés (article L 414-1 et R 414-19 à 26 du CE) ;
 - pour la législation concernant la dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés (article L 411-2 du CE).
2. Enquête publique en vue de la déclaration d'utilité publique du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne prévue par les articles L 110-1 et suivant du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, valant pour l'enquête au titre de l'article L123-1 du code de l'environnement.
3. La déclaration d'utilité publique du projet imposera la mise en compatibilité des documents d'urbanismes selon les articles L153-54 à L153-59 et R153-14 du code de l'urbanisme.
4. Enquête publique parcellaire sur les communes de Comines, et Halluin prévue par l'article R 131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

En vertu de l'article L123-6 du Code de l'environnement, l'ensemble de ces procédures est regroupé en une enquête publique unique, organisée par la Préfecture du Nord, pour le compte des trois maîtres d'ouvrage concernés :

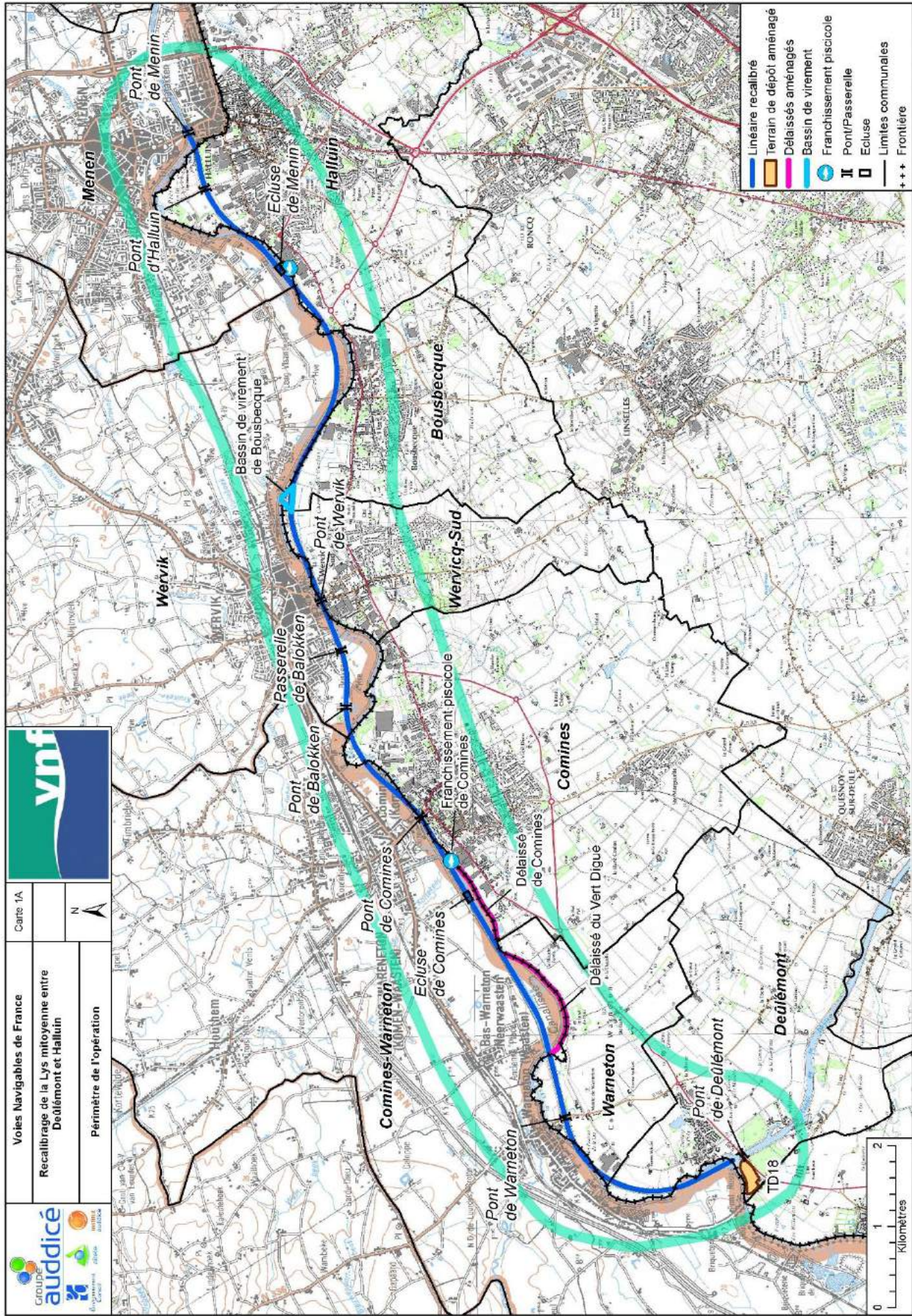
- Voies Navigables de France
- Service Public de Wallonie
- Waterwegen en Zeekanaal

Le dossier d'enquête publique est constitué de quatre sous dossiers, correspondant aux quatre procédures regroupées dans l'enquête publique unique.

Conclusion

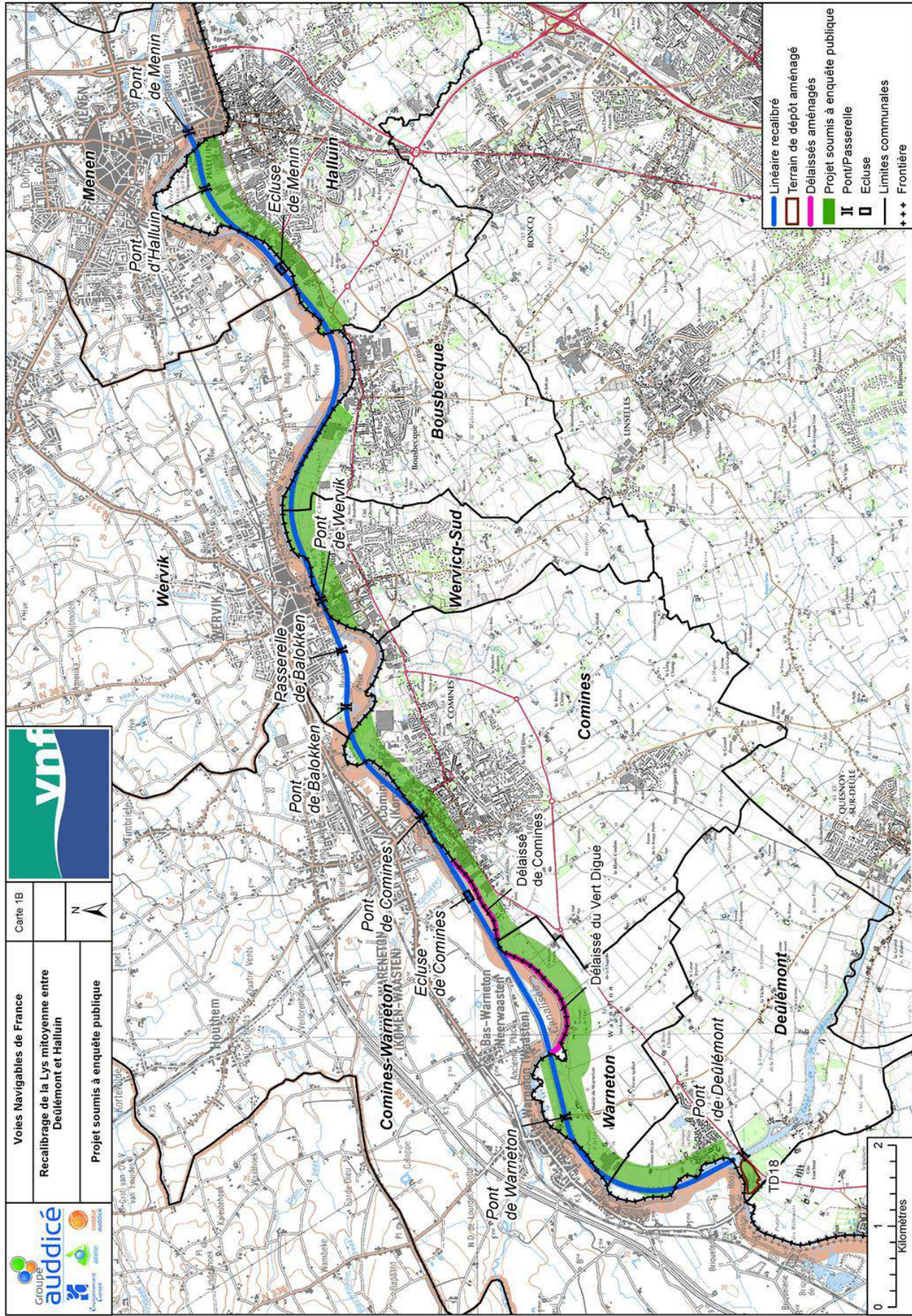
L'enquête publique unique permettra :

- l'obtention de l'autorisation loi sur l'eau ;
- la dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés ;
- l'obtention de la déclaration d'utilité publique nécessaire aux travaux sur le territoire français pour les trois maîtres d'ouvrages sur leurs sections respectives ;
- la décision emportant mise en compatibilité du Plan local d'Urbanisme Intercommunal ;
- la décision de cessibilité des parcelles utiles à la réalisation du projet au profit de l'État en vue de leurs intégrations au Domaine Public fluvial géré par Voies Navigables de France.



Source de fond de carte : IGN, Carte Série Bleue
Sources de données : VNF, 2017 - AIRELE, 2017

Réalisation : AIRELE - 11/01/0035 - Juin 2017
Projection : Lambert zone 1



Source de fond de carte : IGN, Carte Série Bleue
Sources de données : VNF, 2017 - AIRELE, 2017

Réalisation : AIRELE - 11010035 - Février 2017
Projection : Lambert zone 1